



N° 265 Mai 2011

VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

DE GAULLE ET LA FRANCE

par Yves GUENA,

ancien ministre, ancien président du Conseil constitutionnel, ancien président de la Fondation de la France Libre et de la Fondation Charles de Gaulle, membre du Comité d'honneur du MIL
Intervention à l'Assemblée nationale en février 2011 à l'occasion du 30^e anniversaire du MIL

Mesdames, chers amis, on m'a donc demandé de parler de de Gaulle et la France. C'est un sujet dont je suis habité et je dirais presque que le «et» me gêne parce que de Gaulle, c'est la France. C'est la France parce qu'au cours du siècle précédent (nous sommes maintenant au XXI^e

siècle), par deux fois il a joué un rôle déterminant dans le destin de notre pays : la première fois en le sortant du déshonneur et de la défaite et la deuxième fois en le replaçant au premier rang des grandes puissances. Maintenant, on peut dire que le général de Gaulle est dans l'histoire de France et

qu'il y restera aussi longtemps qu'il y aura une histoire de France et j'espère qu'elle durera autant qu'elle a déjà duré puisqu'elle a mille ans d'existence, je lui souhaite de vivre encore mille ans et dans la ligne du général de Gaulle.

Le général de Gaulle et la période 1940-1945

Alors, il y a eu deux grandes périodes. Je n'apprends rien à personne. C'est la période de 1940-1945, puis son retour au pouvoir de 1958 à 1969. Celle de 1940, on en a beaucoup parlé au cours de l'année passée. Je suis intervenu peut-être une cinquantaine de fois sur l'Appel du 18 juin ; rassurez-vous, je ne vais pas le développer très longuement, mais on ne s'en lasse pas. Il faut quand même savoir que nous venions de subir en mai-juin 1940, je dirais probablement la plus honteuse défaite de notre histoire. Le 17 juin, Pétain (je ne dis plus le maréchal Pétain) avait demandé l'armistice et le général de Gaulle, qui était sous-secrétaire d'État à la défense et général de brigade à titre temporaire, s'est dit que ce n'était pas possible. Il est donc parti à Londres et le lendemain 18 juin, il s'adressait à la France et au monde en partie. Il s'adressait à la France en commençant par dire : «Nous avons perdu une bataille». C'est très bien de la part d'un général de dire que l'armée dans laquelle il était, a été vaincue, parce que les vichystes ont dit : «Oh ! Vous comprenez, le pays était entré en décadence, les gens ne voulaient plus travailler...». Or, il est à peu près impossible de relever un pays en décadence, en tous les cas, c'est très

compliqué, tandis que j'ose dire en simplifiant les choses, que c'est facile de sortir d'une défaite militaire. Il suffit,



encore qu'il faille le faire, de remporter une victoire militaire. Et le général de Gaulle dit dans son Appel du 18 juin : «Oui, on peut remporter la victoire, en tous les cas, on peut continuer le combat qui mènera à la victoire parce que la France a tout son empire». Ce n'est pas rien l'empire français en 1940 et elle a à côté d'elle un allié qui continue la guerre, la Grande-Bretagne avec son empire, et la Grande-

Bretagne qui tient les mers. Il dit d'ailleurs, et le redira quelques jours plus tard, que d'autres forces dans le monde n'ont pas encore donné et qu'elles interviendront.

Il avait une vision remarquable des choses, c'est-à-dire qu'il savait forcément que les Etats-Unis, malgré l'état de l'opinion publique de ce côté-là, entreraient un jour dans la guerre et qu'il sentait parfaitement que l'Union soviétique, qui avait conclu un accord, le pacte germano-soviétique, un jour serait obligée de faire face à l'Allemagne. Il demandait donc que tout ceux qui pourraient le rallier le rallient. Alors, comme j'ai eu le privilège de le rallier, puisque je suis parti de la pointe du Finistère le 19 juin 1940 au matin, je me suis trouvé à l'Olympia Road à Londres avec les premiers ralliés. Alors, évidemment, il n'y avait pas eu énormément d'échos à l'Appel du général de Gaulle. Il y avait là, je dirais, quelques «débris» de la division de Norvège qui avaient été ramenés en Bretagne, qui étaient repartis en Angleterre et qui, pour l'essentiel, étaient rentrés en France, sauf un petit nombre d'officiers, sous-officiers et soldats. Il y avait quelques centaines de jeunes garçons comme moi qui étaient partis de la pointe du Finistère ou de Biarritz, puis il y avait, c'est ce

qui donnait un peu d'allure, l'équivalent de deux bataillons de la Légion étrangère, 13ème demi-brigade de Légion étrangère, avec laquelle le général de Gaulle pourra célébrer le 14 juillet à Londres et également avec des jeunes gens qui n'avaient pas encore leur uniforme mais qui ont essayé de défiler ce jour-là. A partir de ce moment-là, il fallait naturellement que le général de Gaulle ait autre chose que ces quelques milliers d'hommes qui l'avaient rejoint. Et l'essentiel était de rallier à lui l'Empire français. Alors, il a envoyé Leclerc avec Plevin au Cameroun. Eboué, en même temps, on doit le saluer, qui était gouverneur du Tchad, a dit que le Tchad se ralliait et dans la foulée les autres pays d'Afrique équatoriale sont entrés dans la voie du ralliement. Certes il y a eu Dakar, mais il n'y a rien à reprocher au général de Gaulle, il y a à maudire ceux qui, à Dakar, ont tiré sur le plénipotentiaire qui allait négocier et qui n'a pas réussi. En revanche le général de Gaulle avait toute l'Afrique équatoriale plus le Cameroun. Et dans la ligne, on n'en a pas beaucoup parlé, toutes nos positions de l'Océanie se sont ralliées (ça donnera d'ailleurs un très beau bataillon d'infanterie de marine du Pacifique) ainsi que les comptoirs des Indes. Le général de Gaulle avait donc une base française. Et c'est là que le général de Gaulle, qui avait été seul derrière son micro le 18 juin, a pu lancer le manifeste de Brazzaville du 27 octobre, où il a dit à peu près textuellement ceci : «La France a actuellement un gouvernement illégal et c'est un gouvernement de trahison. Ce gouvernement n'existe pas. J'assume le gouvernement de la France pour la mener dans l'honneur jusqu'à la victoire». Ce n'était donc plus un général rebelle, parce qu'il y a eu beaucoup, dans l'histoire du monde, de généraux rebelles qui, pour l'honneur, se sont battus en se disant qu'il vaut mieux mourir dans un champ de bataille que d'être vaincu. Non, il était là le 27 octobre 1940 et il a dit : «J'incarne la

France». Pour incarner la France, dans les débuts, il fallait naturellement qu'on soit présent sur les champs de bataille, puisque c'était la guerre. Compte tenu du temps qui m'est imparti, je ne peux pas entrer dans les détails, mais je suis obligé de dire, surtout quand il y a des professeurs d'histoire dans la salle : par pitié, qu'on raconte les batailles dans l'histoire que l'on enseigne aux en-



fants. Alors on me dit : «c'est la violence».

Non, les batailles pour la patrie, ce n'est pas la violence, c'est l'honneur. Et je cite Bir Hakeim, je n'étais pas à Bir Hakeim, j'ai eu mon baptême du feu trois mois plus tard à El Alamein. A Bir Hakeim, tout de même, c'est 3.700 Français libres qui ont tenu à un moment contre 37.000 Allemands et Italiens et qui ont réussi à passer à travers, quand ils ont reçu l'autorisation, parce que l'armée anglaise avait besoin de se replier. Je salue l'armée anglaise, qui est très remarquable d'ailleurs. Ils ont réussi à sortir. Alors, je cite le passage des Mémoires du général de Gaulle, lorsque Churchill lui envoie un général anglais pour lui dire que la garnison de Bir Hakeim a tenu jusqu'au bout et qu'elle a réussi à sortir. Alors le Général ferme la porte derrière son interlocuteur, va s'asseoir à son bureau et dit : «Oh ! Cœur battant d'émotion, sanglots d'orgueil, larmes de joie». Ça c'est le salut du général de Gaulle aux combattants de Bir Hakeim. Il y a mieux : Il y a le salut de Rommel. Rommel (pas dans ses Mémoires, il n'a pas eu le temps de les

écrire car il a été obligé de se suicider sur ordre de Hitler, mais dans ses carnets) avait écrit sur les combattants de Bir Hakeim : «Voilà ce que l'on peut attendre d'une troupe qui est résolue à ne pas jeter le fusil après la mire». C'est quand même un hommage. Le lendemain ou le surlendemain de la sortie de Bir Hakeim, à Radio Berlin, il a été annoncé que des types étaient blessés, étaient pris à la sortie de Bir Hakeim, etc, que nous avons fait prisonniers des Français qui se battaient, ce sont des francs-tireurs, ils seront fusillés. Le général de Gaulle a immédiatement fait répliquer à la radio de Londres : «Si l'armée allemande se déshonorait au point de fusiller les Français qui se battent pour leur patrie, alors, à notre grand regret, et nous le ferions, car nous aussi nous avons des prisonniers, pour un Français fusillé, nous fusillerions deux soldats allemands». Et le soir, Radio Berlin a dit : «Naturellement, les combattants français de Bir Hakeim seront traités comme des combattants.» Donc, je dois dire que les Forces françaises libres se sont illustrées, elles se sont illustrées dans la marine : la corvette Aconit a coulé deux sous-marins allemands dans la même journée, elle a eu les félicitations naturellement de la Royal Navy et d'ailleurs, dans toute l'histoire navale de la guerre, c'est le seul cas où un navire de notre côté a coulé dans la même journée deux navires ennemis. Je ne parlerai pas des trente-trois victoires homologuées de Clostermann, sauf pour dire ceci : un jour Clostermann venait d'abattre le énième avion allemand. Je ne sais pas pourquoi, peut-être qu'il avait entrevu non pas le visage mais la tête de l'Allemand, ayant vu l'avion en feu qui s'écrasait au sol, quand il est rentré à la base, il a écrit un poème qu'il a dédié au pilote allemand qu'il venait d'abattre. Alors, qu'on ne me dise pas qu'on ne peut pas raconter les histoires de bataille. Cela fait partie de la grandeur d'un pays.

1942 : le tournant de la guerre

On arrive au tournant de la guerre, 1942 : les Américains ont gagné la bataille de Midway, les Anglais, avec Montgomery, ont bousculé Rommel qui va reculer d'El Alamein jusqu'au bout, et à Stalingrad, vous savez comment se comporte l'armée soviétique. On apprend que les Américains (nous étions en train de poursuivre

Rommel à ce moment-là) ont débarqué en Afrique du Nord. On passe à l'attaque contre les Allemands. Mais on apprend très rapidement, le général de Gaulle apprend très rapidement, que les Américains ne se soucient en rien de lui et, je dirais, de la France. Et le général de Gaulle a immédiatement réagi. Après le débarquement améri-

cain du 8 novembre, le général de Gaulle a tenu une conférence à l'Albert Hall à Londres le 11 novembre, où il a dit qu'il faut que toute la France se dresse maintenant contre l'ennemi : «un seul combat pour une seule patrie». Il n'a pas ajouté «sous un seul chef» mais naturellement c'était indispensable. Et c'est à ce

moment-là qu'il a fait parachuter Jean Moulin en France, qui a fait le travail que vous savez, avec, à côté de lui d'ailleurs, un de mes camarades qui était à l'entraînement avec moi quand nous étions jeunes engagés, Daniel Cordier. Moulin a réussi à regrouper toute la résistance française dans le Conseil national de la Résistance, car il y avait des instructions qui partaient de Londres, de l'aide qui partait de Londres ou d'Alger où le général de Gaulle avait réussi, naturellement, à écarter Giraud. Il fallait que le combat, la libération soit le fait de la France d'une façon à peu près ordonnée.

Nous arrivons au débarquement. Quelques jours avant le 6 juin, Churchill appelle de Gaulle en lui disant : «Venez à Londres parce qu'il va se passer des choses, allez voir Eisenhower.» Alors, le Général voit Eisenhower. Il avait eu, deux jours avant, une petite inquiétude sur le ton de Churchill et Eisenhower lui dit : «Voilà, nous allons débarquer à tels endroits, dans telles conditions, etc, et voilà le discours que je vais prononcer le soir du 6 juin si nous avons bien pris pied sur le territoire». Et ce discours était : «Voilà, les armées alliées, américaines et anglaises, viennent délivrer votre pays. Ne bougez pas, que toute l'administration reste en place, nous nous occuperons de tout». Alors, évidemment, le général de Gaulle n'avait aucune envie que ce soit le régime de Vichy et les préfets qui avaient été nommés par Vichy qui négocient et qui accueillent les Américains, d'autant que, avec le Conseil national de la résistance, il avait déjà arrêté pratiquement le nom de tous les préfets (commissaires de la République, comme on les appelait) qui pren-

draient la place. Eisenhower lui dit : «Voilà ce que je dirai, et après mon discours le soir du 6 juin interviendront dans ce sens le roi de Norvège, la reine des Pays-bas, etc... et vous, mon Général». Alors, le Général lui



dit : «Je verrai quand je parlerai». Et le général de Gaulle attend donc que le débarquement ait lieu et il prend la parole de son côté en disant : «La bataille suprême est engagée, c'est la bataille de France, c'est la bataille de la France». Et je dois dire que ce fut la bataille de la France parce que, dans ses Mémoires, Eisenhower reconnaît que «la résistance française (je suis Breton d'origine donc je sais ce qui s'est fait en Bretagne et j'ai été trente-cinq ans l'élu de la Dordogne, et je sais ce que furent les résistants de Dordogne) a eu la valeur de quatorze divisions». En plus, comme vous le savez, la division Leclerc a débarqué (c'était le temps des divisions blindées), elle a remonté sur les arrières de l'ennemi, puis libéré Paris, puis libéré Strasbourg, comme Leclerc l'avait en quelque sorte annoncé trois ans avant, au moment où il avait pris Koufra, et nous sommes arrivés jusqu'en Bavière à Berchtesgaden. Le 15 août, ça a été le débarquement de la 1ère Armée, dont beaucoup d'éléments s'étaient déjà battus en Italie et qui remontait très glorieuse-

ment jusqu'à l'Alsace, au Rhin et au Danube.

Donc, le général de Gaulle avait remis la France dans le combat et fait en sorte qu'elle soit sous commandement français, sous autorité française et qu'elle puisse remporter des victoires et exister. Oui, parce que, le 8 mai 1945, ce fut la capitulation de l'Allemagne et lorsque Keitel, qui sera pendu après, voit les généraux américains et anglais entrer et aperçoit De Lattre, il dit : «Quoi, les Français aussi ?». Oui, les Français aussi ont reçu la capitulation de l'Allemagne au même titre que les Anglais et les Américains. Nous avons eu une zone d'occupation en Allemagne au même titre que les Anglais, les Américains et les Russes. Nous avons eu un secteur pour nous à Berlin c'est-à-dire que le général de Gaulle, lorsqu'il a lancé l'Appel, représentait les seuls espoirs d'une France qui était complètement abattue et méprisée. La France avait retrouvé toute sa noblesse à ce moment-là et lorsque, quelques mois plus tard, a été créée l'Organisation des Nations-Unies, la France vaincue de 1940 mais participant à la victoire après, a été reconnue comme une des cinq premières puissances du monde avec un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et le droit de veto. Et en plus, comme langue de travail, il y en avait deux, l'anglais et le français. Je ne sais pas où on en est maintenant, mais quand j'entends des gens qui voudraient qu'on enseigne l'anglais dès l'école maternelle aux petits Français, je me dis : «Apprenons leur le français d'abord».

Le général de Gaulle et la période 1958 à 1969

Voilà de Gaulle et la France dans cette période-là. Pour l'autre période, elle commence en 1958. Quelle est la situation ? Il y a un bloc autour des Etats-Unis face au bloc de l'Union soviétique, et c'est vrai qu'il y a une tension très forte, peut-être un risque de guerre, et la France fait partie des alliés des Etats-Unis dans l'alliance Atlantique et dans l'Otan. Mais la France ne compte pas pour grand-chose. Toutes les décisions sont prises par le président des Etats-Unis et le premier ministre britannique. Et le général de Gaulle, on cite rarement cela, en septembre 1958, écrit une lettre à Eisenhower et une lettre à

Macmillan en disant : «Vous êtes deux à décider en ce qui concerne l'OTAN : je voudrais tout de même que la France soit un des trois qui décident». Il n'y a pas eu de réponse, ils n'ont pas répondu au général de Gaulle. La seule réponse a été au cours d'une conférence de presse, quelques semaines plus tard : le secrétaire américain aux affaires étrangères a évoqué la lettre du général de Gaulle pour l'écarter. Donc le général de Gaulle a aussitôt retiré la flotte française de Méditerranée du commandement OTAN en disant : «Nous avons une guerre en Algérie, nous avons besoin de notre flotte». Et il est reparti de

l'avant en se disant : «Il faut que je fasse ce qu'il faut pour que la France existe sur la scène internationale». Alors, quand il analyse, en privé et ensuite en public, la situation à ce moment-là, c'est l'Amérique qui a notre destin entre ses mains face à l'Union soviétique. Il peut y avoir une attaque de l'Union soviétique et, au fond, les Américains négocient avec elle ; c'est peu probable mais ça peut arriver. En tous les cas, disait le général de Gaulle, n'oublions pas qu'à la première Guerre mondiale, ils ont attendu 1917 pour se lever et nous avons été obligés de les équiper et de les armer. Et qu'en 1940 ils nous ont regardés

avec commisération. Donc, on ne peut pas remettre son destin entre les mains d'un autre pays. Et puis il y a une deuxième hypothèse c'est si les Américains décident de faire une guerre préventive contre l'Union soviétique, et le général de Gaulle a dit devant les trois écoles de guerre réunies à la fin de 1959 : «Si la France doit faire la guerre, il faut que ce soit sa guerre». Donc, le général de Gaulle, à ce moment-là, a décidé de créer une force atomique française. Comme vous le savez, il y a parfaitement réussi. On a à la fois une force atomique sous-marine et aérienne. Le général de Gaulle a donc créé cette force et il a eu l'habileté de ne pas évoquer l'Union soviétique quand il parlait de sa force en disant : «C'est une force nucléaire tous azimuts». C'est pourquoi le général de Gaulle a gardé contact, et il avait déjà eu des contacts très particuliers : pendant la période 1942-1943, nous sommes les seuls à avoir eu des soldats français qui se battaient auprès de l'armée soviétique avec l'escadrille Normandie-Niemen, qui a été tout à fait remarquable. Le général de Gaulle a été très conciliant avec les Russes de bout en bout. Pourquoi ? Parce qu'il savait que le régime intérieur d'un pays est l'affaire de ce pays et que ça peut changer. Mais quand on pense à ses rapports avec une nation, il faut savoir quelles sont les pulsions profondes de cette nation. Il avait toujours considéré que l'Union soviétique, c'était un moment dans l'histoire de la Russie. Je me suis trouvé en mission en Union soviétique deux jours après la prise du pouvoir par Eltsine. Tout ce qu'avait été l'Union soviétique avait basculé et disparu. Les gens ne parlaient plus que des tsars, de l'aristocratie, de l'armée blanche, etc... et naturellement de l'église orthodoxe. Donc, le général de Gaulle a toujours voulu traiter les pays non pas

du fait de leur gouvernement du moment, de leur régime du moment, mais de leur place dans l'histoire. C'est pour ça qu'il a reconnu la Chine de Mao Tsé-toung. Il avait tout à fait raison car elle est loin du communisme maintenant et je dois dire que les Chinois ne l'ont pas oublié. L'autre jour, ils célébraient leur victoire, qui est la victoire de la résistance du peuple chinois contre l'envahisseur japonais, c'est-à-dire Hiroshima, mais leur Hiroshima à eux. Ils m'avaient invité et on me demandait de prendre la parole, non pas parce que c'était moi mais c'était au nom du général de Gaulle. Ce que j'ai fait.

J'ouvre une parenthèse ici sur l'affaire de la Tunisie. Je ne la connais pas spécialement mais j'ai été président de l'Institut du Monde arabe et, à l'Institut du Monde arabe, ce qui était très frappant, en ce qui concerne la Tunisie, c'était l'évolution de la société tunisienne. On ne parlait pas du régime qui était installé. Je me rappelle qu'on avait organisé avec l'ambassadeur de Tunisie un débat sur la société civile où tous les Tunisiens sont intervenus : «Nous avons maintenant la monogamie, il est interdit d'avoir la polygamie», mais il y en a quand même un qui a dit : «Remarquez, en faisant cela, nous ne violons pas le Coran, le Coran n'a pas prévu la polygamie». Quelque temps après, l'ambassadeur de Tunisie était à la Sorbonne où il y avait quelques femmes tunisiennes qui avaient des postes importants. Elles se sont toutes exprimées sur ce qu'elles faisaient, naturellement dans un français excellent. Il y en avait une qui avait été vice-présidente mondiale des femmes chefs d'entreprises et une autre présidente d'une des cours d'appel de Tunisie. Alors, quand j'ai vu ce qui se passait en Tunisie (je n'avais pas de déclaration à faire, je ne suis pas ministre des affaires étrangères, et d'ailleurs si j'avais été ministre des affaires étrangères, je n'aurais peut-

être pas fait de déclaration), je me suis dit «Qu'est-ce qui va se passer ? Vont-ils revenir aux excès de l'islam ?».

Ce qui est important dans ce pays, c'est son évolution sociale et économique. Pour de Gaulle, ce qui comptait ce n'était pas le régime «d'occasion» si je puis dire, mais ce sont les pulsions profondes de ce pays. Le général de Gaulle, après être sorti de l'inféodation des Etats-Unis, est allé en Amérique latine. Son voyage a été un triomphe, c'était le salut à la France éternelle. Nous avons parlé de la décolonisation. L'Algérie a été une tragédie, il ne pouvait y avoir d'autre issue que celle qui est arrivée, mais pour le reste de l'Afrique, le général de Gaulle a tout de même réussi à passer du statut de colonie à l'indépendance en l'espace d'un an et demi et sans qu'une goutte de sang ait coulé. Pour réussir une chose comme ça, il ne faut pas que des gouvernements tombent tous les huit jours. La première chose qu'a faite le général de Gaulle (j'étais directeur de cabinet de Michel Debré en 1958, j'ai été associé de très près à la rédaction de la nouvelle constitution), il a assuré la stabilité de nos institutions et il l'a assurée de façon pérenne puisque, je le rappelle, en treize ans de Quatrième République, il y a eu dix-sept crises ministérielles, et elles duraient assez longtemps, alors que, depuis la Constitution de 1958 jusqu'à maintenant, cela fait plus d'un demi-siècle, un seul gouvernement a été renversé par le Parlement, c'était le gouvernement Pompidou en 1962. Aussitôt, le général de Gaulle a dissout l'Assemblée et a demandé au peuple de se prononcer. Le peuple a désavoué ceux qui avaient renversé le gouvernement. C'est la seule crise ministérielle qu'on ait connue. Dieu merci ! Ca m'a permis de devenir député.

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie
 Courriel@..... Date et lieu de naissance
 Profession

Je désire soutenir financièrement les campagnes du M.L. et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 € 20 €
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.L.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €
 Cotisation couple : 50 € Cotisation simple (sans journal) : 30 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
 Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 60 €
 Je désire recevoir une documentation sur le M.L.L.

Date Signature

À renvoyer au M.L.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.

<p>Charles de GAULLE 1906-1970 www.lemil.org</p>	<p>«C'est la grandeur de la France de ne s'arrêter jamais, car, pour elle, cesser d'agir reviendrait à disparaître» Charles de GAULLE 1906-1970 www.lemil.org</p>	<p>«Toute ma vie, je me suis fait de ne s'arrêter une certaine idée de la France. La France ne peut être la France sans la grandeur.» Charles de GAULLE 1906-1970 www.lemil.org</p>	<p>A TOUS LES FRANÇAIS VIVE LA FRANCE ! www.lemil.org</p>
--	---	---	---

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.L.L.
 Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dgpt. lgg@perut.fr)

MIL : La droite
civique, gaulliste et patriote